ASSEMBLÉE NATIONALE

19 juin 2013

INTERDICTION DU CUMUL DE FONCTIONS EXÉCUTIVES LOCALES AVEC LE
MANDAT DE DÉPUTÉ OU DE SÉNATEUR - (N° 885)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL24

présenté par
M. Borgel, rapporteur

ARTICLE 2

Après l'alinéa 2, insérer un 1° *quater* ainsi rédigé :

« 1° *quater*. Après le mot "jour," la fin du troisième alinéa est ainsi rédigée : »le mandat qui prend fin de plein droit est celui acquis dans la circonscription comptant le moins grand nombre d'habitants« .

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement modifie le troisième alinéa de l'article L.O. 151 du code électoral, relatif aux règles actuelles de cumul des mandats. Cet alinéa dispose aujourd'hui qu' "*en cas d'élections acquises le même jour, l'intéressé est déclaré démissionnaire d'office du mandat acquis dans la circonscription comptant le moins grand nombre d'habitants*". L'amendement remplace la procédure de démission d'office par une démission de plein droit, plus conforme à ce que prévoit par ailleurs l'article L.O. 151 en son alinéa 2, qui dispose qu' "*à défaut d'option dans le délai imparti, le mandat local acquis à la date la plus ancienne prend fin de plein droit*".